FONDS F. ZELLER · PARIS · CERMTI

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

15, passage Dubail, Paris
ABONNEMENTS
France, 1 an ..... 22 fr.
— 6 mois .... 11 fr.
Etranger, 1 an ..... 40 fr.
— 6 mois ..... 20 fr.
Compte Chèque Postal
Bardin Alfred
N° 1907-81, Paris

La lutte ouvrière

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste
(Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4e Internationale

DEUXIEME ANNEE. — N° 81 JEUDI, 8 JUILLET 1937.

Contre la Vie Chère !

Comités de masse par quartiers !

A la lanterne les spéculateurs !

CHAUTEMPS - BONNET ÉCRASENT LES PAUVRES !...

Le fait de la semaine

A bas Bonnet la vie chère !

Après la dévaluation Daladier-Blum votée par Thorez, voici la dévaluation Bonnet appuyée par les mêmes. Cette mesure de misère pour les masses va de nouveau être suivie d'une vague de vie chère.

Vincent Auriol relégué aux « utilités », a le ridicule de faire croire qu'on va s'en tirer en interdisant aux capitalistes, au moyen d'un décret, d'être des capitalistes dans leur propre régime.

Les chefs communistes qui votent tout, encaissent tout, avalent tout, ne sont pas tombés moins bas. Ils on simplement la perfidie de dire, après avoir appuyé la mesure de spoliation des masses : Mais nous autres « communistes », nous n'avons pas voulu ça ! Autrement dit : nous n'avons pas voulu le crime que nous venons de commettre en toute conscience !

Les masses laborieuses pour lutter effectivement contre la vie chère n'accorderont de confiance qu'aux solutions du P.O.I. :

Comités de masse, dans les usines, dans les quartiers, pour le contrôle ouvrier sur les comptes des patrons, et pour pendre à la lantelrne les spéculateurs ?

A bas Bonnet-Chautemps la vie chère !

Il faut reprendre la parution hebdomadaire de "La Lutte"

3 MOIS : 5 FRANCS !

Faute d'argent, malgré les efforts de quelques camarades, notre *Lutte Ouvrière* est contrainte de devenir bimensuelle au moins en juillet et en août.

Les conséquences crèvent les yeux; la pause bat son plein, les directions réformistes et stalinienne (syndicales et politiques) freinent chaque protestation des travailleurs, cachent systématiquemen celles qui éclatent, l'arbitrage obligatoire et la reconduction des conventions collectives vont augmenter leurs ravages, Blum déclare qu'il a préféré capituler devant les 200 familles plutôt que combattre. Les révolutionnaires d'Espagne, les miliciens anars et du POUM sont calomniés, pourchassés et menacés d'exécutions sommaires, l'Afrique du Nord crève de faim et gronde, la répression de l'impérialisme français s'acharne sur les militants indochinois.

C'est à ce moment que faute d'un effort financier de ses lecteurs, la *Lutte Ouvrière* doit cesser pour un temps d'être hebdomadaire !

Alerte !

Nous lançons un cri d'alarme à tous nos sympathisants, à chaque abonné; il faut faire l'effort indispensable pour permettre au P.O.I. d'apporter chaque semaine aux travailleurs français, coloniaux et immigrés le point de vue des bolcheviks-léninistes qui ne capitulent pas, qui ne baisent pas le drapeau tricolore, qui veulent organiser la lutte contre l'Union sacrée ; *chaque semaine,* il faut montrer la situation véritable des travailleurs, il faut les informer des combats de leurs frères de classe, il faut faire un barrage contre les calomnies, il faut apporter une solidarité active aux travailleurs coloniaux, aux miliciens d'Espagne; *il faut que la lutte reparaisse chaque semaine !*

Un journal ouvrier, surtout dans la période actuelle, ne peut vivre

(Lire la suite page 4)

Aux ordres des Banques le Gouvernement impose : la deuxième dévaluation — 15 milliards d'inflation — les impôts de consommation... Et les chefs "socialistes" et "communistes" capitulent à nouveau

Tout le pouvoir aux comités ouvriers et paysans pour briser le capital !

On chercherait vainement dans la presse du Front populaire une explication des projets Bonnet-Chautemps, approuvés par Blum et votés par Thorez-Duclos.

Quinze milliards d'avance de la Banque de France, au titre de la trésorerie, cela signifie 15 milliards d'inflation et de fausse monnaie, avec les conséquences : augmentation du coût de la vie, vol des salaires.

Cette mesure est complétée et approfondie par la deuxième dévaluation, qui fera faire un nouveau bond à la vie chère, malgré les décrets de papier de Vincent Auriol. La presse patronale et fasciste l'avertit déjà que les deux cents familles ne se gêneront pas au nom de la liberté démocratique.

Bonnet-Chautemps, avec l'appui de Blum et des chefs communistes, ajoutent encore sur le dos des masses le poids de 10 milliards d'impôts de consommation, sur les transports, le tabac, les timbres, les allumettes, etc.

C'est sur toute la ligne l'application du plan Rist-Beaudoin, les hommes des deux cents familles, auxquels Blum avait confié la direction financière et qui, pour obliger Blum à capituler (ce qui est la chose la plus facile au monde) avaient démissionné et publié leur plan, recueilli par Bonnet-Chautemps, avec l'assentiment des capitulards.

La réaction fasciste, le haut patronat ont donc imposé leurs volontés aux chefs du Front populaire. Mais ils jouent un jeu extraordinairement habile.

Ils poussent MM. les chefs socialistes et communistes à prendre la responsabilité devant les masses des mesures de misère les plus impopulaires pour sauver leur régime. Ils chargent Chautemps-Bonnet de les imposer. Mais dès maintenant ils tirent leur épingle du jeu et se préparent à remplacer leurs laquais démocratiques discrédités par les hommes de la réaction fasciste pour d'autant mieux étrangler le peuple travailleur, après l'avoir démoralisé, en se servant des capitulards du Front populaire.

Les chefs socialistes sont, par leur politique, entièrement prisonniers de ce plan du patronat. Les phrases contre le Sénat de Zyromski-Pivert, et même de Lebas (qui ne se refuse aucune attitude comique) couvrent la politique assez clairement et cyniquement définie par Blum à Bordeaux. Cette politique peut se résumer ainsi : conciliation et unité avec la bourgeoisie, c'est-à-dire union sacrée parce qu'il faut à tout prix éviter la révolution (les paniques collectives) (sic) et parce que « tout danger couru par la paix » doit trouver la France unanime.

Quelle différence y a-t-il entre cette politique et celle des chefs communistes ? Une seule : MM. Thorez, Duclos, Cachin appliquent cette politique hors du gouvernement, ont pour charge de la faire avaler par les masses ouvrières au nom de l'unité et de la conciliation.

Ce n'est un secret pour personne qu'au cours de la même crise ministérielle Duclos-Cachin et Cie se sont mis en rapport avec le Sénat pour le rassurer de leur mieux et pour proposer de collaborer au gouvernement dans une combinaison élargie jusqu'à Flandin-Reynaud, les hommes de l'oligarchie financière.

Que signifie, dans ces conditions, le mot d'ordre des rassemblements communistes : « Thorez au pouvoir » ?

Pour les masses honnêtes et trompées, cela signifie : peut-être, que les chefs communistes qui n'ont pas été msi à l'épreuve et qui se prononcent bruyamment contre les deux cents familles, vont enfin agir différemment de Blum et frapper l'oligarchie au lieu de capituler.

(Lire la suite page 4)

Au secours des trotskistes d'Espagne

Toute la réaction « démocratique » bourgeoise et le stalinisme pourchassent férocement les trotskystes.

Nos camarades dont nous avons signalé l'héroïque et révolutionnaire attitude, lors des journées de mai en Catalogne, ont besoin de notre soutien immédiat et important. La fureur et la perfidie de la répression nous empêchent de donner des informations plus précises sur leur sort. Mais chaque militant d'avant-garde digne de ce nom doit nous envoyer dès cette semaine son obole. Dans les meetings, dans les cellules, souscrivez pour les bolcheviks léninistes d'Espagne.

Adresser les fonds Compte Chèque Postal Bardin Alfred, n° 1907-81. Mentionner pour bolcheviks léninistes d'Espagne.

L'agonie du Comité de Londres

Pour empêcher la guerre impérialiste et briser le blocus, un seul moyen : renverser l'impérialisme et ses ministres : DELBOS CHAUTEMPS !

Le gouvernement Delbos-Chautemps-Blum appuyé par Thorez, fait tout ce qu'il peut pour servir l'impérialisme contre les travailleurs espagnols. Mussolini et Hitler ont démoli l'hypocrite façade du comité de Londres, instrument de la victoire de Franco, avec la participation des démocrates et de l'U.R.S.S. De l'intervention sous le masque de la non intervention, ils passent à l'intervention sans masque.

L'impérialisme anglais et français ne menace que pour assurer la conservation de ses intérêts capitalistes. Moyennant la promesse des fascistes de conserver l'intégrité du capital financier franco-anglais, MM. Delbos-Chautemps-Eden, leurs chargés d'affaires, sont tout à fait disposés à laisser assassiner jusqu'au bout les travailleurs espagnols en accordant le droit de belligérant à Franco. Cela, un simple militant ouvrier le comprend.

Mais les internationales dites communiste et socialiste n'en persistent pas moins à appuyer de leur mieux leur propre impérialisme. Le parti communiste français qui se dit favorable à la cause des gouvernementaux, ne veut pas engager l'action de masse contre le gouvernement impérialiste Delbos qu'il soutient de toutes ses forces.

Il s'efforce au contraire de convaincre l'impérialisme bureaucratique qu'il faut faire la guerre contre l'impérialisme fasciste.

Si les marchandages entre Londres et Franco n'aboutissent pas et si le conflit impérialiste s'exacerbe jusqu'à la guerre, M. Peri aura remporté une grande victoire. Ainsi l'I. O. S. et l'I. C. placent le prolétariat dans l'alternative criminelle : ou la victoire de Franco ou la guerre impérialiste.

La IVe Internationale n'a rien de commun avec cette politique de trahison et d'union sacrée.

Pour empêcher la guerre impérialiste, elle demande aux travailleurs d'intensifier la guerre civile contre leur propre impérialisme.

Pour lutter contre la guerre, il faut mobiliser les masses contre Delbos-Chautemps.

Pour briser le blocus, il n'y a pas d'autre moyen que de lutter contre l'impérialisme, qui se couvre du masque démocratique.

Pour briser le blocus, il faut balayer Delbos par l'action, la manifestation de masse, la grève.

Enfin, la IVe veut que les armes soient mises sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes, seuls capables d'assurer la victoire définitive contre le fascisme, en détruisant le capitalisme. Les armes que les prolétaires envoient à leurs frères ne doivent pas être entre les mains des gouvernements de Valence et de Barcelone qui s'en servent pour massacrer les ouvriers du P. O. U. M. et les « Amis de Durruti ».

A bas le blocus et à bas la guerre, cela veut dire dans l'immédiat : A l'action pour balayer Delbos et Chautemps.

Pas de nouveau "procès de Moscou" à Madrid!

2.000 travailleurs réunis au Petit Journal exigent la libération de Nin-Andrade-Gorkin, et des militants ouvriers persécutés par le Guépéou en Espagne

Vendredi dernier, salle du « Petit Journal », à l'appel du P.O.I., du Comité d'enquête pour le procès de Moscou, du Comité de la révolution espagnole, une salle vibrante a exigé que cessent les persécutions contre-révolutionnaires de la Guépéou et du gouvernement Négrin-Staline en Espagne.

Malgré cette manifestation des travailleurs révolutionnaires, l'ambassade et le gouvernement bourgeois conservent le mutisme le plus criminel. Ils veulent assassiner dans la nuit les militants ouvriers coupables de ne point vouloir être les laquais de la Guépéou.

Il faut intensifier la force de la protestation des militants honnêtes.

Puisque les assassins de la révolution espagnole refusent même de rendre des comptes, c'est à l'ambassade elle-même où se trouve l'ex-ministre d'Alphonse XIII, qui complotà à

(Lire la suite page 2)

LES LUTTES INTERNATIONALES

En Hollande

La R. S. A. P. et la Quatrième Internationale

Le Secrétariat International pour la IVe Internationale constate que le R.S.A.P. hollandais n'a pas voulu, dans la voie de la construction de la IVe Internationale, s'engager plus loin que la signature de la « Lettre Ouverte pour le IVe Internationale » de juillet 1936; qu'il a notamment entravé le travail organisationnel qui devait s'en suivre et dont deux de ses dirigeants avaient la responsabilité; qu'il a par la suite mis des obstacles à la préparation de la première conférence pour la IVe Internationale en juillet 1936, à laquelle il n'a pratiquement pas participé et dont il s'est refusé constamment de reconnaître les décisions; qu'il a décliné tous les offres de collaboration et de discussion que lui ont faits la conférence internationale et les instances internationales qui y furent élues, en ne participant depuis juillet 1936 qu'à une seule séance du Bureau International où il repoussait également toute responsabilité politique commune avec les organisations pour la IVe Internationale, notamment dans la question espagnole; constate qu'il s'est ensuite refusé à démentir l'affirmation de Gorkin, faite dans la « Batalla », journal du P. O. U. M., le 21 mars 1937, à savoir que la R.S.A.P. a décidé de

« se maintenir en marge du Cen-
« tre pour la IVe Internationale et à
« collaborer avec le POUM dont il
« souscrit les positions politiques à
« la tâche de reconstruire le mou-
« vement ouvrier révolutionnaire mn-
« dial »

considère que dans ces conditions, le Secrétariat International pour la IVe Internationale a pour devoir d'éclairer publiquement l'avant-garde et les militants du R.S.A.P. sur la nature des divergences du mouvement pour la IVe Internationale d'avec la direction de ce parti :

a) la *politique syndicale* fausse du Secrétariat National du Travail (N. A.S.), couverte par le R.S.A.P., politique du maintien de la division syndicale et refus de poursuivre une politique d'unité ouvrière;

b) l'absence d'un *programme d'action* concret et précis chez le R.S.A.P., seul moyen pour traduire dans les réalités de lutte de classe la justesse du programme de la IVe Internationale.

c) l'opposition des dirigeants du R.S.A.P. et des Jeunes Gardes Léninistes à la tactique d'*entrée dans des partis de masse* pour pousser en avant vers les positions révolutionnaires l'aile gauche, politique qui a porté ses fruits incontestables en France, en Belgique, et qui se poursuit ailleurs;

d) l'attitude envers le *Bureau de Londres*, ses partis centristes et ses manifestations internationales qui ne servent qu'à donner des alibis « internationalistes » à des politiciens faillis. Tout en se disant d'accord avec notre appréciation du Bureau de Londres et de sa politique, et tout en ayant rompu organisationnellement avec le Bureau de Londres, le R.S.A.P. a, contrairement au mouvement international pour la IVe Internationale, participé à la conférence de Bruxelles de ce Bureau, où par sa présence et sans apporter par ses interventions un appui efficace à la politique de la IVe Internationale, il n'a fait que rehausser le prestige faillissant du Bureau de Londres, dont deux partis principaux allaient immédiatement trahir les décisions en s'alliant aux staliniens (I.L.P. et S. A. P.). Cette divergence d'apparence tactique s'est révélée nettement être d'ordre politique dans :

e) la question de la *politique à suivre en Espagne* et *l'attitude envers le P.O.U.M.* Sous prétexte de se borner à la lutte contre la politique du Front populaire, danger principal, et de soutenir les révolutionnaires espagnols, le R.S.A.P. a non seulement renoncé à toute critique des erreurs néfastes commises par les dirigeants du POUM, mais les a encore approuvées, en particulier l'entrée de Nin dans le Gouvernement Terradellas, par laquelle le POUM lui-même s'incorporait dans le Front populaire de collaboration de classe. Fort de ce soutien, le POUM s'est refusé à toute auto-critique de sa politique néfaste;

f) les méthodes de *construction et la structure de la IVe Internationale.* Le mouvement pour la IVe Internationale estime que celle-ci se bâtira par l'élaboration critique et démocratique, à l'échelle internationale, du programme et des méthodes bolcheviks, et à travers une action politique commune, conforme au programme et aux méthodes communs. Il est vain, sous peine de sombrer dans un centrisme éclectique, hétérogène et stérile, à la manière du Bureau de Londres, de tenter la construction de la nouvelle Internationale par des combinaisons d'organisations centristes sans communauté préalable de programme bolchevik. Or, le R.S.A.P. ment pour la IVe Internationale, en s'appliquant avec le POUM à « reconstruire le mouvement ouvrier révolutionnaire international », tombe dans la phraséologie du Bureau de Londres, incapable de construire ou de reconstruire quoi que ce soit; il abandonne en fait la tâche de créer une nouvelle, IVe Internationale.

Quant à la libre discussion internationale, à travers laquelle s'élaborent le programme, la politique et les méthodes, les dirigeants du R.S.A.P. ont constamment refusé toute information et toute discussion honnêtes à la base. En particulier ils dissimulent à leurs membres non seulement leur récente décision concernant leurs relations avec le mouvement pour la IVe Internationale, mais même les divergences politiques qu'ils ont avec celui-ci.

Le Secrétariat International pour la IVe Internationale estime que dans toutes ces questions et d'autres, la direction du R.S.A.P. pratique une politique centriste, soit du genre sectaire, soit opportuniste, mais également stérile, et d'où ne peuvent résulter que des échecs et des compromissions graves pour le parti hollandais et pour le mouvement révolutionnaire.

Le Secrétariat International regrette d'avoir perdu un temps précieux à tenter vainement de convaincre la direction du R.S.A.P. d'accepter elle-même une discussion internationale sur ces divergences. Il décide dans ces conditions de les soumettre directement aux membres du R.S.A.P. et à tout le mouvement, en vue d'ouvrir cette discussion et pour que les membres du R.S.A.P. ne manquent pas d'œuvrer pour que leur parti accomplisse le revirement politique qui s'impose, dans l'intérêt de celui-ci et de la IVe Internationale.

N. d. l. r. — Nous publions la résolution ci-dessus de notre direction internationale, qui constitue l'explication anticipée des pertes d'influence et de la défaite électorale du R.S.A.P.

Dans la Quatrième Internationale

EN NORVEGE

Le réputé écrivain norvégien Helge Krog a publié dans le grand journal libéral « Dagbladet » un article sur le trotskysme en Norvège. Nous extrayons de cet article le passage suivant concernant le travail de la section norvégienne pour la IVe Internationale :

« La répression suscite non seulement des protestations, mais encore une sympathie spontanée pour l'opprimé et un intérêt involontaire pour ses idées. Avant que le gouvernement norvégien ne réprimât Trotsky et le bâillonnât, il n'y avait guère de trotskystes en Norvège. Si actuellement ils ont formé un groupe trotskyste en Norvège, le gouvernement peut en savoir gré à lui-même.

Ce groupe trotskyste édite sous la direction de Jeanette Olsen un journal « Oktober » qui, à son tour, a publié une petite brochure : « J'engage ma vie », reproduisant le texte du discours téléphonique que fit Trotsky, le 9 février, de son asile au Mexique, à 6.000 personnes réunies dans l'Hippodrome de New-York. »

AU DANEMARK

Au Danemark, le « Leninistik Arbejdsgruppe » (Groupe de travail léniniste), adhérent à la IVe Internationale connaît un esser de son activité et de son influence. Plusieurs numéros du journal « IVe Internationale » sont déjà parus, ainsi qu'une brochure de Marie Nelsen.

La Gestapo continue la répression contre les trotskistes

Au moment même où la bande de bureaucrates staliniens mène une infâme campagne de calomnies contre les bolcheviks-léninistes afin de couvrir ses crimes envers la révolution prolétarienne en Russie et envers la révolution espagnole, la Gestapo monte des procès contre les combattants de la IVe Internationale en Allemagne.

Récemment est parvenue la nouvelle des condamnations terribles que le tribunal spécial de Dusseldorf a infligé à des trotskystes et, maintenant, nous apprenons que le tribunal spécial de Hambourg a aussi condamné une série de nos camarades à de fortes peines de travaux forcés. Voici les jugements :

Hannes Bremer, 6 ans de travaux forcés.

Herbert G., 5 ans de travaux forcés.

Walter E., 2 ans et 6 mois de prison.

Hans Tapet, 3 ans et 3 mois de travaux forcés.

Fiede Holbe, 2 ans de prison.

Une série de jugements contre d'autres camarades sont encore à prévoir. Mais dès aujourd'hui, les mesures « particulières » de l'instruction font prévoir des peines très brutales contre ces camarades accusés.

Tous les camarades condamnés ont eu devant le tribunal une attitude très courageuse, comme cela convient à des bolcheviks-léninistes.

Ces jugements de terreur des bandits hitlériens démasquent les calomnies criminelles des bureaucrates staliniens et montrent clairement la place qu'occupent les trotskystes dans la lutte contre le fascisme.

Travailleurs de France !

Les Bolchevicks-Léninistes d'Espagne vous demandent de les aider à poursuivre la lutte pour la Révolution Socialiste !

L'insurrection sanglante de mai à Barcelone donnait une nouvelle preuve de l'énergie révolutionnaire et de l'héroïsme magnifique du prolétariat espagnol. Pendant plusieurs jours, le gouvernement catalan fut à la merci des ouvriers. Et pourtant la lutte finit par un échec des ouvriers, car ils durent la mener sans plan, sans direction.

Les fonctionnaires du stalinisme furent au delà de la barricade; les chefs anarchistes démontrèrent à nouveau leur caractère de réformistes-conciliateurs; la direction du P. O. U. M. ne fut pas même capable d'une politique indépendante : elle s'accrocha timidement à celle de la C. N. T. et répéta servilement leurs mots d'ordre défaitistes. La tragédie du prolétariat espagnol est toujours la même : il est sans parti bolchevik qui serait capable de le mener à la victoire.

Mais malgré cette carence, la situation n'est pas sans espérance. Dix mois de révolution sont une expérience longue et riche. Aujourd'hui, dans tous les partis révolutionnaires, les meilleurs révolutionnaires organisent des fractions qui s'approchent — ne fût-ce qu'en tâtant — de la voie juste. Les « Amis de Durutti » — exclus maintenant par la bureau-

cratie anarchiste — sont les plus imen s'unissant avec le POUM dont il nonçant son alliance avec le mouve-portants parmi eux. Sans doute sont-ils encore imbus de préjugés anarchistes, mais ils commencent à poser le problème de la prise du pouvoir dans un sens quasi-bolchevik. « La Junta révolutionnaire des ouvriers, paysans et soldats », leur mot d'ordre principal, n'est autre chose que les soviets préconisés par les bolcheviks-léninistes. Un des symptômes des plus importants du caractère progressif des « Amis de Durutti » : les calomnies des staliniens contre les trotskystes restent sans effet sur eux; au contraire, ils sont prêts à collaborer avec eux. Dans les Jeunesses Libertaires, une aile analogue commence à se former. Dans le P. O. U. M. également, la différenciation entre les centristes incorrigibles et les révolutionnaires conséquents, fait des progrès considérables. La campagne violente du Comité Exécutif du P. O. U. M. contre le trotskysme n'a pas pu empêcher l'aile gauche de reprendre notre critique et en partie nos mots d'ordre. Son exclusion n'est plus qu'une question de temps.

La vitesse de l'évolution de toutes ces fractions vers les positions politiques de la IVe Internationale dépend en premier lieu de l'activité efficace des bolcheviks-léninistes espagnols. Les « Amis de Durutti » comme les autres révolutionnaires qui ont vu les trotskystes à leurs côtés sur les barricades aux journées de Mai seront prêts à les écouter dans la discussion, à lire leurs journaux et leurs tracts, à méditer sur ce qu'ils proposent.

Ce fut avec des difficultés immenses que l'organisation bolchevik-léniniste fut reconstituée. Lorsque Nin et Andrade avaient trahi le drapeau de la IVe Internationale, lorsqu'ils liquidaient leur propre organisation et semaient la confusion parmi leurs militants, la situation semblait sans issue. Dans une période où des milliers et des dizaines de milliers de nouveaux membres affluaient vers les partis ouvriers existants, ce ne fut pas sans peine de rassembler quelques camarades fermes et fidèles à l'idée de la IVe Internationale. Dans les mois écoulés, les trotskystes manquaient de l'argument le plus convaincant : celui de la force. Les idées seules ne suffisent pas.

Aujourd'hui encore, les bolcheviks-léninistes espagnols voient se dresser des obstacles énormes devant eux, qu'ils ne pourraient surmonter sans aide internationale. Un des plus grands, pour le moment, est le manque complet de fonds. Dans ce pays, où malgré la guerre, le chômage est considérable, ne pas être sous la protection d'un parti veut dire ne pas trouver du travail et être exposé à la misère comme dans chaque autre pays capitaliste. Pour beaucoup d'oppo-sants, l'exclusion de leur parti signifie perdre leur pain. Beaucoup de nos miliciens étaient chassés du front pour « activité trotskyste », c'est-à-dire pour leur propagande révolutionnaire, et ils perdaient leur solde de 10 pesetas par jour avec lesquels ils soutenaient leur organisation. Comment maintenant trouver les moyens nécessaires pour l'organisation, pour la presse et les tracts? Nous sommes obligés de compter avec la solidarité de toutes les sections et de tous les groupes de la IVe Internationale, de tous ses sympathisants. Avec leur aide, nous franchirons très vite cette période critique qui n'est que transitoire.

Nous nous adressons à toutes nos organisations sœurs en les priant de nous appuyer. Dans tous les pays, faites des campagnes pour aider les bolcheviks-léninistes espagnols. Aucun journal trotskyste sans appel pour l'organisation espagnole de la IVe Internationale. Aucune assemblée, aucun meeting public sans une collecte pour les trotskystes du pays de la révolution !

La révolution espagnole est en jeu. La victoire est étroitement liée à la création d'un nouveau parti pour la IVe Internationale. La solidarité efficace de l'avant-garde internationale toute entière est indispensable pour la victoire.

Le Comité Exécutif des bolcheviks-léninistes espagnols.

Barcelone, le 29 mai 1937.

Envoyez l'argent au C.C.P. Bardin, en indiquant la destination.

Le cambriolage stalinien chez Jeanne Maurin

La camarade Jeanne Maurin, veuve du leader du P.O.U.M. assassiné par Franco, a été l'objet d'un cambriolage.

Il s'agit d'une perquisition de la guépéou à Paris, en vue de trouver les moyens de forger des faux pour le procès contre Nin, Gorkin, Andrade.

Les ouvriers doivent se dresser contre le gangstérisme staliniste et le signifier aux agents de la Guépéou !

A Paris, la sous-commission d'Enquête sur les Procès de Moscou a terminé ses travaux !

La « Commission d'Investigation » formée en France sur l'initiative du « Comité Américain d'enquête sur les procès de Moscou » afin de recueillir les déclarations des témoins résidant en France, a terminé ses travaux.

Rappelons que ce sont des personnalités telles que Me Modigliani, de l'Exécutif de la IIe Internationale et Me Délépine, président des « Avocats Socialistes » qui ont dirigé ces travaux et qu'ils furent secondés par Mme César Chabrun, du Comité pour les Emprisonnés politiques, le camarade Mathé, du syndicat des P.T.T. et l'écrivain catholique bien connu Jacques Madaule.

La plupart des séances de la Commission ont été consacrées à l'audition de Léon Sédov, fils de Trotsky. Nous avons rendu compte dans un précédent article de la première partie de l'interrogatoire de Sédov.

Rappelons qu'après s'être expliqué sur les relations qu'il avait eue avec Ivan Smirnov et Goltzmann, après avoir répondu aux questions des commissaires à ce sujet, Sédov a établi, documents en mains, l'impossibilité de son prétendu voyage, légal ou illégal, à Copenhague.

Sédov a minutieusement analysé ensuite les dépositions aux deux procès de Moscou des accusés Olberg, Dreiser, Mratchkovski, Chestov, Piatakov, Fritz David, Berman-Yourine et Romm. S'appuyant sur une série de documents, de recoupements, de témoignages de tiers, il a montré l'inanité de toutes ces dépositions, soulignant en même temps les innombrables contradictions apparaissant non seulement dans les déclarations des divers accusés, mais encore dans les affirmations successives de l'un ou l'autre de ces derniers. Une séance entière de la commission fut consacrée à l'analyse du séjour de Trotsky à Royan, d'où il serait venu, suivant Romm, à Paris, afin d'y conférer avec le journaliste, Sédov n'eut aucune peine à établir que depuis son arrivée à Royan, Trotsky ne l'avait quitté que pour se fixer dans un autre lieu de résidence. Des certificats d'hôteliers, du capitaine des pompiers, de la fille du propriétaire de la villa occupée par Trotsky, de nombreux témoignages de personnes ayant séjourné auprès de Trotsky à l'époque indiquée (et notamment des témoignages de parlementaires anglais) établissent jour par jour l'emploi du temps de Sédov et de son père à l'époque précédant l'arrivée de Trotsky en France et celle de son séjour, en Bretagne.

Après avoir entendu ainsi les déclarations catégoriques de Sédov, auquel de nombreuses questions furent posés par les commissaires, la Commission d'investigation passa à l'interrogatoire de trois témoins allemands vivant à Paris et confirmant les dires de Sédov sur une série de points aussi importants que le prétendu voyage de Sédov à Copenhague et ses relations avec Olberg.

Enfin, la Commission considéra également de son devoir d'entendre Victor Serge. Ce dernier exposa une série de faits relevant de son expérience directe et montrant les conditions de l'instruction et de l'obtention des « aveux » dans les prisons staliniennes.

Les documents réunis par la Commission française d'investigations ont été transmis au Comité Américain. Celui-ci se réunit le 7 juillet afin de répartir le travail préparatoire au contre-procès. Ce dernier aura lieu à New-York au mois de septembre.

Dans un de nos prochains numéros nous reviendrons en détail sur les travaux de la Commission, dont l'importance pour la manifestation de la vérité est énorme.

En tout cas, dès maintenant, la vérité est en pleine lumière. On peut penser que c'est l'action à travers le monde des divers comités pour l'enquête sur les procès de Moscou qui a arrêté, au moins momentanément, les bourreaux de Moscou dans leur sinistre besogne. On ne parle plus beaucoup en effet du prochain procès de Boukharine, Rykov, Rakovski et, chose étonnante, le mot « trotskysme » n'a pas figuré dans l'acte d'accusation des sept généraux.

Continuons l'action !

Les 2.000 Travailleurs réunis au Petit Journal se sont engagés à poursuivre l'action auprès des ouvriers de France, jusqu'à la cessation des persécutions du Guépéou en Espagne !

(Suite de la première page)

les travailleurs doivent aller signifier leur volonté et exiger une réponse et le contrôle démocratique sur la procédure criminelle de Négrin-Azana-Staline.

Deux mille travailleurs se pressaient dans la salle du « Petit Journal », Gérard Rosenthal préside, assisté de Lucie Colliard, de Schmerer, du Comité de la révolution espagnole, de Colette Audry, du camarade Ranc. Le président lit la lettre d'excuses du camarade Hagnauer, secrétaire du syndicat des instituteurs, qui, retenu par une réunion en province, s'excuse de n'avoir pas pu présider ce meeting, mais tient néanmoins à s'élever vigoureusement contre la criminelle provocation de la Guépéou de Madrid.

Après avoir donné le sens général de ce meeting et signifié que les ouvriers honnêtes s'opposeront à un nouveau « procès de Moscou » à Madrid, Gérard Rosenthal donne la parole à Ridel, des Jeunesses libertaires. Ce jeune camarade s'élève avec véhémence contre les assassinats des révolutionnaires par les agents de Moscou et de l'impérialisme de Londres et de Paris. Il montre que les ouvriers du P.O.U.M. et de la C.N.T. luttent pour la révolution sociale.

Fourrier, du Comité de R. espagnol et du parti socialiste, fait l'historique de la provocation contre le P.O.U.M., donne une information sur l'état du procès contre Andrade, Nin, Gorkin, signale que l'ambassadeur catholico-staliniste de Madrid-Valence n'a pas démenti la nouvelle de l'assassinat de Nin. Il explique que la délégation d'enquête est partie pour Valence. Il appelle au soutien du P.O.U.M. et déclare qu'il faut exiger la libération des militants arrêtés et menacés d'assassinat.

Au nom du P.O.I.

Le camarade Jean Rous a la parole au nom du P.O.I., dont la position catégorique sera fréquemment applaudie. Il affirme notre solidarité avec les militants arrêtés, montre ce qu'il y a de monstreux dans l'accusation d'agent de Franco et d'espion d'Hitler à l'égard de militants tels que Nin, Audrade et de leurs camarades. Il explique qui sont Nin et Audrade. Il rappelle en passant nos divergences profondes avec leur politique, mais affirme : « Nous devons défendre de toutes nos forces ces militants, accusés d'être des agents de la Gestapo, parce qu'ils n'ont pas voulu être des agents de la Guépéou ! »

Le camarade Rous explique ensuite le fonds du problème politique : le komintern applique sa fameuse résolution : abattre le trotskysme comme condition préalable de la victoire sur le fascisme. Mais que voyons-nous ? Depuis que les stalino-réformistes et les bourgeois massacrent les révolutionnaires et leurs conquêtes, c'est la guerre qui monte, c'est Franco qui vole de succès en succès.

Nous disons, nous : pour abattre le fascisme, il faut, tout en luttant les armes à la main contre Franco, dresser les masses dans leurs comités contre la coalition bourgeoise staliniste.

Et J. Rous conclut par une proposition pratique : Intensifier notre action dans l'usine, dans les meetings, contre les provocations de la Guépéou en Espagne; exiger la libération immédiate de Nin, Audrade, Gorkin, et de tous les militants ouvriers arrêtés; exiger le contrôle d'une délégation d'enquête internationale sur le procès de Azana-Negrin-Staline.

Ensuite le camarade Félicien Challaye apporte l'appui du comité d'enquête pour le procès de Moscou. Il explique ce que les accusations staliniennes ont non seulement de monstrueux, mais encore de physiquement, de psychologiquement impossible. Il exalte la mémoire du grand militant anarchiste Berueri; comme lui, professeur de philosophie, assassiné par la Guépéou (les stalinistes italiens ont avoué l'assassi-
Bruxelles les journées de mai avec les capitalistes et les chefs socialistes, que
nat) pour son action libertaire. Il invite à la protestation la plus catégorique. Des applaudissements nourris saluent l'intervention de Félicien Challaye.

D. Rousset, vivement applaudi, apporte le soutien des J. S. R. Il brosse un tableau de la situation générale et montre comment les criminelles persécutions contre les révolutionnaires favorisent le fascisme et la guerre impérialiste.

Ce sont les chefs du Front populaire, explique Rousset, qui sabotent la victoire contre Franco.

Et il cite un fait qui produit une profonde impression : il était possible de soulever le Maroc contre Franco, au début des événements. Mais sous la pression de Staline, de Londres-Paris, les chefs du Front populaire ont refusé de signer un traité octroyant quelques médiocres droits aux nationalistes marocains.

De même on a refusé d'armer le front d'Aragon, et le Front populaire l'a constamment saboté.

Rousset conclut par la nécessité de démasquer les crimes de Staline et des bourgeois contre la révolution espagnole.

Ensuite le camarade Weitz, des J. S. autonomes, salue l'héroïsme des J.C.I. rappelle que leur secrétaire, Germinal Vidal, fut tué dans les combats de rues contre les fascistes.

Le camarade Mac Noir, de l'I.L.P., retour de Barcelone, donne quelques informations. Les militants arrêtés sont sous le coup de l'assassinat. Il accuse les stalinistes d'avoir assassiné Bob Smiling, jeune et héroïque militien anglais, petit fils d'un vieux leader ouvrier d'Angleterre.

Il insiste sur ce fait que pour sauver Nin, Andrad, Gorkin et leurs camarades, il faut de l'action.

Après lui, Pivert vient affirmer qu'au nom de nombreux militants socialistes, il tient à s'élever contre les persécutions monstrueuses qui accablent le P.O.U.M. et les révolutionnaires. Pivert annonce qu'une telle persécution se produira aussi en France. Pivert incrimine les capitulations. Malheureusement, il reste dans le vague : quelles capitulations ? Il faut en effet dénoncer les capitulations, y compris celles de Pivert.

A propos de capitulations, signalons la capitulation misérable des dirigeants du C.A.S.P.E. Ces curieux socialistes révolutionnaires (sic) qui s'étaient laissés annoncer sur l'affiche, se sont dégonflés. C'est ainsi que Serre, d'Air-France et président des amicales de l'aviation, s'est vu interdire de prendre la parole et évidemment a capitulé devant les injonctions des dirigeants du C.A.S.P.E. Ces dirigeants n'ont même pas eu le courage de signer leur lettre de dégonflage. Qui ? Prader ? Collinet ? Longuet ? Zyromski ? Allons, expliquez-vous ! A noter que parmi ceux-ci se trouvent des amis du P.O.U.M. Les ouvriers ont sifflé comme il convient la lettre honteuse et les lâches capitulards dont le camarade Schmerer s'est désolidarisé au nom des camarades socialistes, Colette, Audry, Fourrier, etc.

A la fin d'un meeting, un télégramme vigoureux à Azana-Négrin-Staline a été acclamé, exigeant : la libération de Nin, Audrade, Gorkin et des militants arrêtés; le contrôle de la délégation internationale d'enquête.

LES LUTTES OUVRIÈRES

LA POLITIQUE SYNDICALE

Comment éviter que les dirigeants avec leur arbitrage obligatoire ne viennent briser nos luttes

Nous n'avons cessé depuis des mois de dénoncer, de combattre l'arbitrage obligatoire. En décembre 1936, au moment du vote par la majorité parlementaire du Front Populaire d'une loi instituant la conciliation et l'arbitrage obligatoire entre exploiteurs et exploités, les dirigeants des organisations du Front Populaire se sont servis d'une manœuvre patronale d'hostilité politique à cette loi, pour expliquer aux travailleurs les avantages d'une telle loi; puisque les patrons n'en voulaient pas.

Comme la grande majorité des travailleurs avaient confiance dans ces dirigeants et qu'ils ne connaissaient pas, par inexpérience, les méfaits de la conciliation et de l'arbitrage obligatoire entre les classes, exploiteuse et exploitée, la fameuse loi anti-ouvrière fut accueillie favorablement.

Aujourd'hui, sept mois d'application de la loi en question ont suffi pour démontrer la duperie commise par les dirigeants des organisations du Front Populaire : ce sont les patrons, sauf cas rares, qui retirent tous les avantages de la conciliation et de l'arbitrage obligatoire.

Pourquoi cela? Parce que l'arbitrage, en régime capitaliste, est fait par les représentants de l'Etat, or l'Etat c'est l'organisme qui est l'expression de la domination capitaliste c'est-à-dire des patrons. Il est par conséquent normal que les représentants de l'Etat capitaliste défendent, de préférence et essentiellement, les intérêts capitalistes. Et si les gouvernements se mettent à changer de plus en plus à droite, sans que la classe ouvrière n'y prenne garde, nous constaterons que l'application de l'arbitrage obligatoire revêtira des caractères de plus en plus désastreux pour les intérêts prolétariens.

En même temps que la lutte contre les attaques multipliées des patrons, il faut donc joindre la revendication suivante : abrogation complète de la loi instituant la conciliation et l'arbitrage obligatoire.

Que les dirigeants de la C.G.T., des fédérations syndicales ouvrières, organisent un referendum LIBRE parmi les syndiqués et nous verrons la grande majorité d'entre eux se prononcer pour l'abrogation totale de cette loi anti-ouvrière.

Ce sentiment des syndiqués, de tous les travailleurs, se reflète constamment au cours des conflits partiels ainsi que nous l'avons vu plus particulièrement ne serait-ce que ces derniers temps : grève du Bâtiment parisien, grève Gillet, à Villeurbanne, débrayage chez Citroën, relatés d'autre part. Nous avons pu voir dans le même temps la volonté de lutte des ouvriers contre les patrons entravée, au bénéfice de ces derniers, par la politique aveugle, criminelle, de conciliation et d'arbitrage obligatoire des dirigeants syndicaux.

Seul, dans ces différents mouvements, notre Parti Ouvrier Internationaliste s'est placé résolument aux côtés des ouvriers pour défendre leurs intérêts contre les patrons, pour leur indiquer la voie de la lutte directe, de la victoire sur les patrons.

Bien sûr il ne s'agit pas de faire grève pour la grève en elle-même, il s'agit essentiellement de ne pas être battu par les attaques patronales; et ne pas être battu cela veut dire lutter avec la plus grande cohésion par l'utilisation de tous les facteurs nécessaires pour assurer la victoire ouvrière.

Cette tactique gréviste répond à la situation actuelle et permet, seule, de préparer l'élargissement, l'unification des luttes pour des conflits plus amples qui vont surgir.

Le Parti Ouvrier Internationaliste agit pour renforcer la puissance de lutte de la classe ouvrière, aussi il faut le rejoindre, y adhérer, c'est la seule façon de préparer au mieux les luttes prochaines contre le patronat et ses bandes fascistes, Croix de feu, Doriotistes et autres qui ont pour tâche à venir d'écraser les luttes ouvrières pour sauvegarder le régime capitaliste en déconfiture.

La voie de la victoire est celle qui mène à la révolution socialiste.

Chez Gnôme et Rhone

Malgré les chefs Stalinistes les ouvriers poursuivent l'action directe contre le patronat.

La réunion syndicale de chez Gnome et Rhône a eu lieu le 26 juin 1937.

Timbaud nous affirme que la démocratie syndicale est entièrement appliquée dans nos réunions. Est-ce une plaisanterie ? Aux orateurs de la minorité on accorde *cinq minutes* de temps. Surtout quand on est ouvrier et non pas un permanent qui ne fait que parler toute sa vie. Un camarade intervient le premier pendant *vingt ou vingt-cinq minutes* pour approuver la politique de la majorité. Un camarade intervient ensuite dans le sens de l'opposition. Malheureusement *il n'a que cinq minutes !* Il termine son intéressant exposé en demandant à l'organisation syndicale de former des groupes de défense sous forme de *milice ouvrière*. Il est assez applaudi. Ses conclusions se rapprochent sensiblement de nos mots d'ordre. La troisième intervention fut faite avec beaucoup d'énergie par le camarade Guyard. Il condamne nettement l'arbitrage obligatoire, mais le bureau lui coupe la parole avant qu'il puisse terminer. Encore un échantillon de la démocratie de Timbaud. Le camarade suivant ne fut pas plus heureux, malgré qu'il ne demandait que l'application du plan de la C.G.T.

La réunion se termine par l'intervention d'une délégation des ouvriers agricoles de la Seine et Marne qui touche un misérable salaire pour 14 heures par jour. Ils nous ont appris que la ceinture verte de Dorgères se referme autour de la ceinture rouge. Mais il ne s'agit pas de pleurnicher. Il faut former les milices ouvrières et paysannes contre la ceinture verte.

A noter également que le camarade Timbaud défendit le gouvernement Blum comme non-responsable des fusillades de Clichy (sans blague!). Il affirma son soutien du cabinet Chautemps pour que celui-ci applique le programme du rassemblement. Non! La classe ouvrière ne peut pas soutenir un gouvernement capitaliste anti-ouvrier, même si celui-ci se sert de l'étiquette du Front Populaire.

L'opposition, fidèle à Lénine, travaillera à la formation des Comités ouvriers et paysans. Son premier souci sera de chasser les radicaux Chautemps et autres, agents de la bourgeoisie.

Un Ouvrier de Gnome et Rhône.

P. S. — Nous tenons, malgré les divergences qui nous séparent du camarade Guyard, à lui exprimer notre entière solidarité devant la fanatique animosité et devant les calomnies que colportent les staliniens dans l'usine. C'est un camarade qui a fait ses preuves et qui a été maintes fois victime de la répression patronale.

(Cet article est extrait du n° 5 du *Bolchevik*, organe édité à 2.000 exemplaires, par le 13e rayon du P.O.I. pour Gnôme et Rhône).

Comment imposer les 10 0/0

La direction du Syndicat des Métaux vient de lancer le mot d'ordre d'une augmentation des salaires des métallos de 10 %. Cela prouve qu'elle a compris que les ouvriers en ont assez de crever de faim, pendant que les patrons reprennent tout ce que la grèce de juin 1936 leur avait fait lâcher.

10 % c'est d'ailleurs insuffisant. C'est au moins 20 % qui sont actuellement nécessaires pour rattraper le coût de la vie.

Mais comment les obtenir ? En demandant audience à M. Chautemps? en achetant des parcs de loisirs ? Ou bien en engageant une lutte décidée, par l'action directe, comme en juin?

Ou bien ce mot d'ordre est lancé pour faire patienter les métallos, ou bien il est pris au sérieux. Dans ce cas, il faut dire les moyens de lutte à employer. Le P.O.I. qui refuse en toute circonstance de tromper les ouvriers, vous dit : il faut organiser un mouvement de *grève générale de la métallurgie*, soigneusement coordonné et préparé.

Dès à présent, posez la question dans les assemblées.

(Cet article est extrait du n° 3 de *L'Exploité de la Métallurgie de Courbevoie*, édité à 1.000 exemplaires, par le rayon d'usines du P.O.I.).

LE P.O.I. AUX COTÉS DES OUVRIERS DE CHEZ CITROËN

Thorez et les dirigeants sont venus briser l'action entreprise pour empêcher le renvoi d'un délégué

Mais les gars de chez Citroën ont bien accueilli les mots d'ordre de notre journal d'usine

Au cours de la semaine dernière, à la suite du licenciement du camarade Ferrard, délégué de l'atelier de chromage à Javel, notre Parti éditait un numéro spécial (5.000 exemplaires) de son journal d'usine pour renforcer la lutte des métallurgistes exploités par Michelin-Citroën. On ne peut mieux faire que d'en reproduire le contenu :

CONTRE LA RÉPRESSION PATRONALE : ACTION DIRECTE DE CLASSE !

Jeudi dernier, à Javel, la direction décide le licenciement du délégué ouvrier du Chromage. Le motif invoqué est celui-ci : notre camarade est accusé d'avoir invité les ouvriers à diminuer la cadence.

La répression patronale s'accentue. Depuis quelques mois cette répression s'exerçait essentiellement dans les petites et moyennes boîtes. Aujourd'hui c'est aux ouvriers de chez Citroën que le patronat s'attaque.

Nos conquêtes de juin 1936 sont grignotées ainsi petit à petit si nous laissons faire les patrons qui veulent à tout prix reprendre ce que la classe ouvrière a conquis par son action de classe.

Tous nos camarades comprennent le danger actuel. Aussi jeudi dernier la réaction ouvrière immédiate fut unanime contre l'attaque patronale. L'effervescence grandissait à Javel. A 5 heures de l'après-midi une assemblée du personnel avait lieu dans l'usine. Toutes les portes étaient fermées, gardées par les ouvriers. Les travailleurs assemblés décidaient de ne pas sortir sans connaître les résultats de la discussion qui avait lieu entre Timbaud, Berody et la direction.

Les résultats de cette entrevue : Timbaud expose que la direction maintient sa décision en attendant le résultat de la commission paritaire et considère, dans cette attente le délégué au chromage en congé payé.

A cette nouvelle le personnel manifeste son mécontentement et demande que le camarade licencié reste dans l'usine. Mais Timbaud explique qu'il ne faut pas faire un mouvement parce que l'arbitrage prévoit l'avertissement préalable; agir autrement, dit-il, c'est rompre le contrat collectif. Il ajoute que le syndicat des métaux sait prendre ses responsabilités et il demande d'attendre jeudi de cette semaine pour prendre une décision. Les gars protestent et, au vote, à mains levées, sont à peu près en nombre égal pour attendre jeudi et les autres pour imposer le maintien du délégué dans l'usine.

Alors Timbaud déclare qu'il n'y a pas que Javel et qu'il faut consulter les autres usines Citroën.

D'accord. Mais consulter pour quelle action ? Cela Timbaud ne l'a pas dit. Par sa position d'attente de l'arbitrage il a déjà divisé le personnel de Javel, alors que ce dernier a eu une réaction immédiate de combat et non de conciliation sachant très bien ce que donnent de telles attentes : la victoire du patronat.

Ainsi le patronat attaque et notre direction syndicale répond : conciliation, arbitrage. Pourtant depuis cette fameuse loi, on se rend compte que son application s'est, dans la grande majorité des conflits, retournés contre les intérêts des ouvriers. C'est une loi anti-ouvrière, car comment peut-on *concilier obligatoirement* les intérêts des ouvriers et ceux des patrons ?

Pas de conciliation répondent les travailleurs révolutionnaires : communistes, anarchistes, socialistes, « trotskystes », unis dans une volonté commune de lutte contre le patronat.

Consulter toutes les usines Citroën? Oui. Ce numéro édité par notre Parti Ouvrier Internationaliste se fixe justement cet objectif pour proposer :

1° La réunion immédiate de tous les délégués ouvriers et techniciens des usines Citroën;

2° L'organisation aussitôt de la lutte pour imposer le maintien du délégué du chromage à Javel;

3° Décider la lutte c'est l'occupation générale des usines Citroën jusqu'à la victoire.

Seule notre action directe de classe, tous unis dans le combat, fera reculer la direction, renforcera notre union, notre puissance d'action, préparera la lutte pour le renouvellement des conventions collectives avec:

1° Le contrôle à l'embauche et à la débauche par les comités d'usines.

2° L'échelle mobile des salaires sur la base des indices sydnicaux.

3° Les 40 heures sans récupération.

4° L'élargissement du rôle des délégués pour la lutte pour le contrôle ouvrier sur la production.

L'expérience que nous venons de faire prouve que nous ne pouvons avoir confiance dans l'action parlementaire et conciliatrice car là le patronat gagne du terrain sur nous.

Donc pas d'hésitation, c'est à nous à agir, comme en juin, selon notre volonté.

« *L'émancipation des Travailleurs sera l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes* » (K. Marx).

⁂

La distribution fut assurée à Javel, à St-Ouen-Gare et Epinettes et aux fonderies à Clichy.

L'accueil fait par les ouvriers fut excellent : ils avaient enfin les mots d'ordre qui répondaient à leur volonté unanime de lutte pour défendre Ferrard.

Mais dès le lendemain de notre distribution, devant la répercussion des mots d'ordre de notre Parti, Maurice Thorez descendait dans le 15e arrondissement pour un meeting réservé aux ouvriers de chez Citroën. Sans doute la direction syndicale des métaux jugea-t-elle que le meeting du Parti Communiste avec son Secrétaire général pouvait remplacer une assemblée générale syndicale, car celle-ci n'eut pas lieu.

Faut-il donc que les dirigeants du Syndicat des Métaux obéissent aux injonctions du Parti Communiste ? Il faut le croire puisque c'est la politique de Thorez qui fut suivie chez Citroën.

Comme nous l'avions prévu dans notre journal d'usine, la conciliation, l'arbitrage, s'est transformée en une victoire patronale.

L'accord politique entre le Parti Communiste et la direction syndicale des métaux s'est avéré être un accord de défaite à l'avantage de Michelin-Citroën : Ferrard n'est pas maintenu à l'atelier du Chromage.

Pourtant des ouvriers des ateliers du chromage, du nickelage et du polissage avaient montré une grande combativité puisque des débrayages se sont produits dans ces ateliers à la suite de la distribution de notre journal d'usine. Mais voilà, les ouvriers de Citroën ont été divisés par la politique de conciliation, alors que si la lutte avait été décidée ils auraient été tous unis dans le combat contre la répression patronale.

Le succès de nos mots d'ordre d'action chez Citroën contre la direction patronale a été entravé par les dirigeants syndicaux. C'est ainsi que pour flatter Ferrard, il a été désigné assesseur au Congrès des Métaux de la Région parisienne et au meeting tenu au Vel'd'Hiv lundi 5 juillet. Mais ces flatteries ne remplacent pas l'action des ouvriers pour faire rapporter la mesure patronale de licenciement. Dans quelques jours Ferrard s'en rendra compte lui-même.

Michelin-Citroën a marqué un point contre les ouvriers grâce à la politique conciliatrice du Syndicat des Métaux et à l'intervention de Maurice Thorez dans le 15e.

Mais les ouvriers de toutes tendances des usines Citroën n'en sont pas découragés, ils savent qu'il leur faut consolider leurs sections syndicales d'usine pour préparer les prochaines luttes, de plus parmi eux le nombre augmente pour tirer les leçons de cet événement.

Renforcer le syndicat à tout prix disent-ils, mais pour le conduire nous-mêmes, pour l'orienter sur le terrain de la lutte des classes et non de la conciliation.

A bas l'arbitrage obligatoire ! C'est le cri unanime des ouvriers communistes, socialistes, anarchistes, « trotskystes » des usines Citroën.

C'est le Parti Ouvrier Internationaliste de la Quatrième Internationale qui montre la voie pour vaincre le patronat, disent aussi les travailleurs révolutionnaires des usines Citroën. Ceux-là rejoindront nos rangs pour forger le Parti de la Révolution prolétarienne.

Dans l'Enseignement Les intérimaires doivent se défendre!

L'avènement d'un gouvernement de Front Populaire et la création de plusieurs milliers de postes dans l'Enseignement primaire avaient fait naître de grands espoirs chez les intérimaires qui, depuis plusieurs années, attendent et ne voient rien venir, sauf l'augmentation du prix de la vie qui dépasse de loin les 100 francs qu'on va leur allouer.

Rien n'a été fait pour eux ; aucun avantage ne leur a été accordé En effet il fallait 5 ans de service sous le ministère Laval pour être titularisé. Or, actuellement, on exige plus de 5 ans. C'est dire même que, loin de s'améliorer, la situation a empirée. Au Congrès de Lille d'août 1936, le rapporteur de la question des intérimaires, Fosse, avait proposé et fait adopter que l'intérimaire :

1 Serait nommé **stagiaire** après l'obtention du C.A.P. ;

2 Serait **titulaire** après 3 ans de service.

Cette motion, pourtant si modeste, est restée lettre morte.

Le 21 octobre 1936, le ministre actuel réglait pas une circulaire la situation des intérimaires : elle établissait dans le cadre départements, un classement par ordre d'ancienneté, et autorisait la titularisation seulement après **plus de 5 ans de service.**

Est-ce un échec de Delmas. ou une trahison de sa part ? La première hypothèse ne serait guère flatteuse pour le gouvernement de front populaire.

Et les jeunes intérimaires, profondément déçus attendent qu'on veuille tenter pour eux un effort, un tout petit effort. En attendant, ils sont **à la** merci d'une administration qui peut les déplacer, à son gré, et même les renvoyer ou ne pas les nommer. Il n'en coûterait rien de les nommer stagiaires après le C.A.P., car le traitement reste le même (10.500) ; mais cela constituerait un avantage moral énorme, le stagiaire occupant son poste à **titre définitif.** Le temps n'est pas si éloigné où, avec le seul brevet élémentaire on était nommé stagiaire, sans C.A.P., **après quelques mois de service seulement.**

Quand on pense qu'aujourd'hui beaucoup de licenciés exercent en qualité d'instituteurs !

N'y aura-t-il donc que la garde mobile et l'armée pour offrir à des jeunes gens des situation stables, bien rémunérées ?

B (Intérimaire en S.-et-O.)

Nous demandons aux camarades intérimaires de nous écrire pour une action cohérente au sein du syndicat, afin d'obtenir la défense de leurs intérêts.

CONFERENCE DE NOTRE REGION MARSEILLAISE

è Le dimanche 28 juin eut lieu à Marseille la 1re conférence de notre région du P.O.I., à laquelle assistaient les représentants des différents groupes.

De larges débats eurent lieu sur la situation en Espagne et en Russie. Un Bureau régional fut désigné. Compte rendu des débats et les documents politiques seront publirs au Bulletin Intérieur.

Dénonçons les provocations stalinistes contre les techniciens

L'attaque contre la F.D.T.

Croizat organisait le jeudi 24 juin une réunion du personnel de cette usine. Le sujet qu'il devait traiter était « les problèmes actuels ». En fait il s'agissait surtout de poursuivre l'offensive menée contre la Fédération des Techniciens par la fraction stalinienne de la C.G.T. On ne pardonne pas en effet à la F.D.T. d'avoir eu des positions progressives sur celles des bonzes réformistes staliniens.

Tout est mis en œuvre maintenant contre elle. La Fédération des Métaux après avoir torpillé par des manœuvres scandaleuses l'action revendicative des techniciens (convention collective 1937), entend faire supprimer purement et simplement la Fédération rebelle. De là les « tournées » à Croizat qui revêtent la forme de véritables tentatives de débauchage syndical. Quittez la F.D.T., venez vous placer sous notre tutelle ! tel est la raison véritable de tous ces déplacements.

Jeudi, cela n'alla pas tout seul et plusieurs militants techniciens responsables auxquels se joignirent des ouvriers remirent les choses au point. Croizat se déroba à plusieurs questions embarrassantes.

Aujourd'hui la fraction stalinienne doit savoir qu'elle trouvera à qui parler et que les manœuvres qu'elle employa cyniquement dans l'ancienne C.G.T.U. et qu'elle renouvelle hypocritement dans l'actuelle C.G.T. devront prendre fin. Pour le maintien de l'Unité Syndicale dans la démocratie syndicale, pour une C.G.T. lutte de classe, pour la conquête des techniciens et employés encore inorganisés, soutenez la F.D.T., résistez aux manœuvres qui mènent à la décomposition du mouvement syndical.

Avec les ouvriers agricoles, pour une lutte implacable contre Dorgeres et les trusts !

Deux incidents graves se sont produits dans des fermes de l'Ile de France où les ouvriers agricoles se sont mis en grève pour un relèvement de salaire pour le binage des betteraves.

A Moissy-Cramayel «Seine-et-Marne» des hobereaux fascistes ont tirés des coups de fusil contre les grévistes qui voulaient chasser les jaunes, nombreux sont les ouvriers agricoles qui furent blessés.

A Roissy-en-France « Seine-et-Oise » c'est un groupe de chemises vertes, aidés pour la circonstance des gardes-mobiles « républicains » essaye de chasser les piquets de grévistes et blesse plusieurs camarades.

Ces incidents démontrent que les gros hobereaux font tout leur possible pour étouffer dans l'œuf le mouvement gréviste agricole de l'Ile de France qui compte près de 2.000 travailleurs des champs et qui pourrait se généraliser à l'époque de la moisson qui est proche, à d'autre région où le prolétariat est plus exploité, telle que la Beauce et la Brie, etc...

Pour cela, ils essayent de terroriser les villages par les bandes armées de Dorgères et de La Rocque.

Devant ce danger que préconisent les dirigeants de la C.G.T. du parti socialiste et communiste,

Ils réclament le vote sur la loi de l'arbitrage obligatoire pour l'agriculture. Et pourtant cette loi qui est appliquée dans l'industrie a démontrée qu'elle désavantageait les ouvriers au profit des patrons.

Ils prêchent le calme aux ouvriers alors que les gros fermiers profitent de ce calme et de la non-combativité des grévistes envers les jaunes pour faire travailler ces derniers dans leurs exploitations.

Contre toutes ces manœuvres de capitulations proposées par les dirigeants syndicaux et qui ne servent qu'à décourager la combativité des grévistes,

létarienne.

Le P.O.I. et les J.S.R. proposent contre les provocations patronales et les manœuvres syndicales « l'action directe des ouvriers agricoles pour arracher leurs revendications ».

Il faut élargir en cas de refus de la direction patronale, aux revendications des ouvriers agricoles, élargir la grève régionalement et même au besoin déclancher la grève générale pour mener les ouvriers des champs au même droit que ceux des villes.

Pour cela, il faut que dans chaque village ou commune, se forme des comités qui réuniront les ouvriers agricoles et les petits métayers et fermiers, dont le sort est lié aux ouvriers agricoles ayant le même ennemi commun, les gros propriétaire, les grands moulins, trust d'engrais, etc....

Que ces comités forment leur milice paysanne pour défendre les villages contre les expéditions fascistes contre les grévistes, et empêcheront les saisies.

Il faut aussi que les ouvriers des villes montrent une solidarité effective avec leurs frères paysans par des manifestations dans les villes pour faire aboutir les revendications paysannes et obtenir le retrait de la garde mobile des villages.

Que dans chaque usine que des quêtes soient faites pour subvenir au besoin des familles des grévistes. Il faut demander le contrôle des ouvriers paysans sur les caisses de crédit agricoles, Assurance, Grands Moulins, trust d'Engrais, etc...

Par ces moyens, les barrières que les fascistes montent entre les paysans et les ouvriers au sujet du coût de la vie en rejetant la cause sur les ouvriers des villes.

Par ces revendications, le P.O.I. et les J.S.R. rassembleront les paysans et ouvriers sous le drapeau de la IVe Internationale.

H. POULAILLE
PAIN DE SOLDAT
roman
La guerre, pour ceux qui l'ont faite; et pour d'autres.
GRASSET 1 fort vol. 500 p. 24 fr.

LA VIE DU PARTI

Les J. S. R. se sont affirmés à leur congrès l'organisation de la Jeunesse travailleuse

Le 3e Congrès national des J.S.R. a marqué un net progrès sur les précédents et par sa représentation, et par le degré politique des discussions. Une très forte représentation de province marquait notre progrès sur ce terrain, et cependant beaucoup de cellules n'avaient pu se faire représenter pour raisons matérielles.

Trois délégués de sections étrangères vinrent donner un sens vivant à l'esprit internationaliste qui ne cessa de présider à tous les débats. Et conformant nos prévisions et notamment celle de notre second Congrès, la présence de nombreux camarades ex-J.S. et J.C., apportait la preuve irréfutable que notre J.S.R. est bien l'axe de rassemblement de tous les jeunes révolutionnaires décidés à briser avec les déviations et les trahisons des directions stalino-réformistes.

Une organisation politiquement moyenne.

Tous les problèmes traités, le furent absolument sous tous les aspects où ils peuvent se présenter.

Les interventions de tous les délégués, jeunes ouvriers, employés ou étudiants de province ou de Paris, formaient sur chaque problème un ensemble marquant fortement l'homogénéité de pensée et d'organisation de notre J.S.R.

C'est sans effort que toujours le débat fut rattaché à l'ensemble des questions politiques, cependant qu'en même temps chacun marquait fortement sa volonté de voir notre organisation renforcer et améliorer ses contacts avec la masse des jeunes travailleurs.

Il est difficile, dans un débat aussi complet de déterminer qu'elle fut la note dominante mais il est certain que ce fut celle-ci :

La J.S.R. doit être l'arme de lutte des jeunes travailleurs.

Tous les exposés, toutes les critiques, toutes les polémiques tendaient à cela. Dans le débat sur la situation politique intérieure la plupart des interventions consentaient à rattacher étroitement l'examen approfondi de la situation et les tâches de notre organisation. L'exposé du camarade Lefèvre marqua en particulier le soin avec lequel ce problème avait été étudié. Les critiques aussi ne manquèrent pas, mais toujours elles furent marquées du souci d'apporter un élément constructif et progressif pour l'organisation. Les camarades Vierny et Maximilien entre autres s'efforcèrent de montrer comment dans une organisation révolutionnaire l'opposition elle-même peut être un courant participant au renforcement du mouvement.

Le débat sur le programme d'action fit ressortir le désir des congressistes de voir notre J.S.R. parler aux jeunes ouvriers un langage clair qui leur montre que nous sommes au courant de leurs préoccupations et capable de les défendre.

Alors que des calomniateurs veulent prétendre que notre mouvement néglige la question paysanne un long débat s'engage à ce sujet et l'intervention si documentée de Michaux de Bordeaux (ex-J.S.) prouva que nous avons parmi nous des camarades susceptibles d'orienter notre organisation dans la voie de la conquête des masses paysannes.

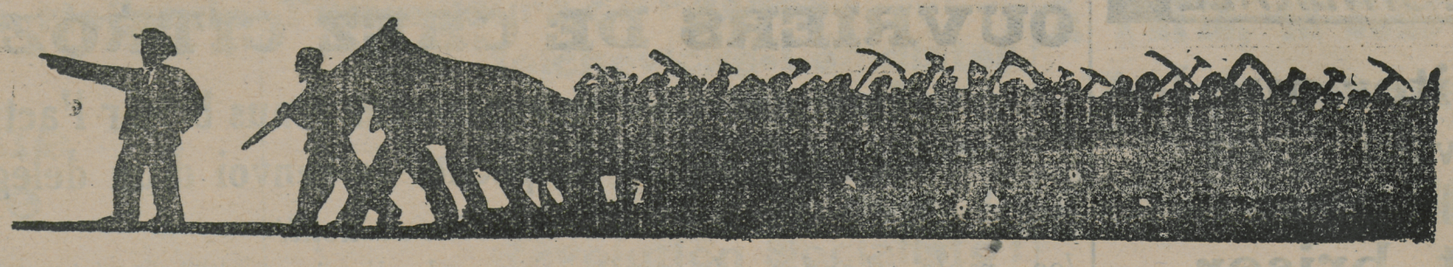
L'esprit internationaliste.

Déjà depuis le début du congrès, il avait été manifesté que tous comprenaient que chaque problème de la lutte révolutionnaire doit être relié à l'ensemble de la situation internationale.

Cet aspect de la lutte, fut examiné à un point particulier de l'ordre du jour. L'exposé du camarade Zeller fit ressortir la trahison des IIe et IIIe Internationales et celle des formations centristes. Les interventions des délégués belges, suisses et allemands vinrent apporter la preuve de la volonté de lutte de notre mouvement international naissant.

Et le congrès prit pleinement conscience de l'immensité de notre tâche ainsi que de notre force à la lecture du message du camarade Trotski.

La vibrante *Internationale* qui salua cette lecture exprimait combien tous avaient senti la valeur des conseils et des encouragements que le vieux et infatiguable lutteur apportait à ceux qui sont les espoirs de la révolution mondiale de demain.



Un Congrès constructif.

Combien semblaient misérables les ragots de ceux qui cachent leur confusionisme et leur incapacité en prétendant que nous sommes des rêveurs et des discutailleurs lorsque les rapporteurs de chaque commission vinrent apporter des directives précises pour le journal, la propagande, la trésorerie, etc...

Une résolution à l'usage de l'organisation fixant nos tâches fut adoptée. Deux résolutions se présentaient pour juger de notre politique passée et bien que s'opposant et présentant des différences dans le degré des critiques s'orientaient dans le même sens. Sur le plan international décision fut prise avec l'appui des camarades étrangers de demander à notre bureau international la convocation d'une conférence internationale pour la IVe Internationale des Jeunes.

Confiance en nous et en l'Avenir.

Bien que n'ayant pas caché nos faiblesses c'est une impression de confiance en nous qui sortit de ce Congrès. Convaincu de la valeur politique de notre mouvement, ayant nettement déterminé nos insuffisances et indiqué les remèdes, nous avons l'assurance que ce troisième congrès marque pour nous un stade nouveau. Celui du renforcement décisif de notre organisation, du rapprochement de notre avant-garde vers la masse des jeunes travailleurs. Alors que le Congrès de la Jeunesse Communiste de France qui se tiendra la semaine prochaine sous le signe des Arts et Technique marque plus profondément que jamais l'effondrement de ce qui fut un temps l'espoir de la jeunesse ouvrière, celui de la jeunesse socialiste révolutionnaire révélant l'existence d'une nouvelle avant-garde de jeunes révolutionnaires politiquement mûrs et sûrs de leurs tâches, apporte l'assurance que le prolétariat peut, malgré tout, compter sur de proches victoires.

L'activité du P.O.I. dans le Midi

Le rayon de **Marseille** du P.OI. vient d'organiser une série de manifestations de propagande. Lundi 28 juin, eut lieu un **meeting** sur la crise du Front Populaire et la politique de Chautemps. **Naville** développa notre programme d'action devant 250 auditeurs.

Le mercredi, eux lieu une controverse sur la politique religieuse du marxisme convoquée par le comité du Front Laïc, où le camarade **Naville** défendit notre plate-forme.

Le jeudi, une large discussion eut lieu avec les groupes anarchistes de Marseille sur la révolution espagnole, après un exposé de **Naville**. Enfin, le samedi 3 juillet, devant 150 assistants, notre camarade refit le procès des procès de Moscou.

Dans ces diverses réunions, plusieurs ouvriers communistes tentèrent de défendre les points de vue de leur parti ; une large symathie s'exprima pour nos idées et notre parti.

Le vendredi, le rayon de **Toulon** avait organisé une réunion à laquelle, devant 80 assistants, **Naville** développa notre programme. Le P.O.I. développe son influence dans le Midi. Persévérons dans la netteté, sans nous laisser arrêter par les violences dont nous menacent les agents de la Guépéou, et que nous empêcherons avec toute l'avant-garde ouvrière.

⁂

Signalons que **M. Molinier**, l'aventurier exclu de nos rangs, est venu spécialement de Paris pour tenter de jeter la division au cours de cette action de propagande. N'ayant pu développer aucun travail ici, il est venu apporter dans nos réunions une contradiction pitoyable qui a bien contribué à révéler le sens réel de son travail. Il lui fut répondu comme il convient.

Souscrivez pour soutenir la "Lutte"

(Suite de la première page)

que grâce à ses abonnements; *un abonné, financièrement, vaut cinq lecteurs au numéro.*

Camarade, il faut t'abonner immédiatement ; il faut aussi absolument que chaque lecteur trouve de nouveaux lecteurs et surtout de nouveaux abonnés.

L'administration de *La Lutte* a décidé d'ouvrir un concours d'abonnements; des prix seront donnés à la clôture de ce concours, le 15 septembre : au collecteur qui, jusqu'à cette date, transmettra le plus grand nombre de mois d'abonnement : un poste de T.S.F. offert par un sympathisant; au second, deux livres : la Révolution trahie et Destin d'une Révolution; aux huit suivants des livres et brochures.

Camarades, au travail ! dès aujourd'hui.

Camarades de la Région parisienne, passez au local les lundi, jeudi et samedi de chaque semaine, de 18 à 20 heures, le responsable de l'administration vous remettra des vieux numéros, des listes de souscriptions, des carnets d'abonnements et dl'utiles indications.

Jusqu'au 15 septembre, le tarif des abonnements de propagande reste 5 francs pour 3 mois, *c'est-à-dire pour treize numéros,* car la parution bi-mensuelle en juillet et tout ne doit pas léser les abonnés nouveaux.

Camarades qui partez en vacances, dans une ville de province, à la campagne, *avant de partir,* souvenez-vous que vous pourrez toucher des travailleurs jamais atteints par notre propagande; passez au local, emportez des bouillons, des listes, des carnets et acharnez-vous à trouver des pièces de cent sous pour l'abonnement des travailleurs de province et agricoles.

Pas d'auberge de la Jeunesse près de votre séjour sans numéro de *La Lutte,* sans collectage de souscriptions et d'abonnements !

Il faut 250 nouveaux abonnés au 31 juillet.

Pour la *Lutte Ouvrière* hebdomadaire dès que possible, pour armer le P.O.I. d'un puissant organe, pour bâtir une forte section française de la IVe Internationale, bolcheviks-léniniste, même pendant les loisirs, en avant !

★ ★

Souscriptions

De Nadjari	20	»
En souvenir de Solange: de C.	10	»
Le Meaux	20	»
Un soldat du 149e (R.I.F.)	5	»
Dollon	20	»
Berg...	100	»
M... (du 19e)	10	»
X...	50	»
A bas les Deux Ans	4	»
Pour la *Lutte* un J.S.R.	5	»
De Guill..... (Lens)	5	»
X...	13	»
X...	11	50
Treasurer militant group.	250	»

JOURNEES SALAIRES

De Sceaux (2e versement)	25	»
Cellule O.S. (1er versement)	30	»
15e cellule (4e versement)	18	»
17e cellule (1er versement)	85	»
18e cellule (1er versement)	300	»
10e cellule (2e versement)	200	»
15e cellule (5e versement)	150	»
17e cellule (2e versement)	63	»

★ ★

Suviez l'exemple de Marseille : nos camarades paient non seulement les numéros qu'ils reçoivent pour la vente à la criée (avis aux cellules qui oublient toujours!) mais encore paient les frais d'envoi.

La brochure : 1 fr.

(8 frs les 10)

Compte chèque postal

NAVILLE 1333-80

PARIS

Les Travailleurs veulent le Pouvoir ! COMMENT ? Par le Gouvernement des des Comités et non pas par les capitulards parlementaires Thorez et Cie

(Suite de la première page)

Il est évident que s'il en était ainsi, malgré les divergences irréductibles avec le stalinisme, l'appui d'aucun ouvrier révolutionnaire ne manquerait pour pousser au pouvoir les chefs communistes et faire ainsi l'expérience. Mais les intéressés eux-mêmes, Duclos-Thorez ne nous laissent pas à ce sujet le moindre doute. En effet, ils font dans le pays la politique Chautemps-Blum. Ils acceptent, votent, font avaler tout, comme un moindre mal. Ils ne veulent absolument pas lutter contre le régime. Duclos, dans ses articles les plus démagogiques, affirme que l'on peut « briser les oligarchies » dans « les cadres du système économique actuel, à condition de ne jamais oublier la volonté des peuples ».

« Thorez au pouvoir » signifie donc Thorez à côté de Blum-Chautemps et peut-être de Reynaud, pour continuer à imposer aux masses la politique de l'impérialisme. « Thorez au pouvoir » signifie qu'on escroque la volonté des masses, qui sentent bien qu'on ne pourra en sortir que par la prise du pouvoir. Mais ce n'est pas de ce pouvoir que veulent Thorez et Cie. Ils veulent du pouvoir bourgeois contre les masses. Ils veulent continuer à collaborer au pouvoir avec les radicaux et les réformistes, comme en Espagne, contre les révolutionnaires.

On ne peut donc que mettre en garde contre les illusions d'une collaboration qui ne peut que précipiter l'explosion fasciste.

En résumé, ayant marqué un avantage important, par les mesures Bonnet, le haut patronat et la réaction fasciste poursuivent l'offensive pour préparer la défaite des masses.

Le fin du fin de la politique des chefs du Front populaire consiste à s'aplatir devant cette offensive, tout en couvrant leur retraite de paroles démagogiques.

Dans l'usine et sur le lieu du travail les chefs syndicaux ne pratiquent pas une tactique moins désastreuse : au nom de l'unité et de la conciliation, ils empêchent la riposte de masse qui seule permet de briser la provocation patronale. Chez Citroën, ils font ce qu'ils peuvent pour briser la volonté de lutte des ouvriers. Dans les H. C. R. B., c'est aux travailleurs qu'ils imposent les sacrifices pour éviter le lock-out patronal, alors que l'occupation de masse eût non seulement brisé net ce lock-out, mais imposé les améliorations revendiquées par les travailleurs. C'est pourquoi les travailleurs ne peuvent absolument pas compter sur les directives des briseurs de grève et sur les partis socialiste et communiste.

Ils doivent eux-mêmes préparer et conduire leurs luttes. Le moyen ? Les congrès de délégués. Les comités d'ouvriers et de masse, par quartier, par usine, par village. C'est là qu'est le véritable rassemblement, le véritable front unique. Pour arrêter la vague de vie chère, mettre la main au collet des spéculateurs, construisons des comités imposant le contrôle ouvrier et paysan sur la production et sur les banques.

Et puisqu'il est de plus en plus clair aux ouvriers qui crient : « Thorez au pouvoir » qu'on ne pourra en sortir que par le pouvoir, préparons la prise du pouvoir, non pas pour un nouveau capitulard ami des radicaux, mais pour les ouvriers et les paysans eux-mêmes, c'est-à-dire leurs comités. Préparons le gouvernement de ces comités : le gouvernement ouvrier et paysan !

Le Congrès Socialiste de Marseille

Vers de nouvelles capitulations

Le parti S.F.I.O. va tenir son congrès à Marseille.

Ce qu'il reste de militants ouvriers dans ce parti qui a fait tout ce qu'il a pu depuis un an pour s'en débarrasser est visiblement mécontent.

C'est pourquoi MM. les chefs « gauches » sont autorisés à faire des phrases.

La motion Blum-Faure signifie :

« Nous avons eu raison de vendre le prolétariat au grand capital pour éviter la révolution, et permettre la « défense nationale » de l'Impéralisme. Cependant, nous n'entendons pas recevoir de leçons du Sénat. Nous sommes disposés à servir le régime aussi bien que lui. »

La motion Zyromski signifie :

« Nous exigeons un Gouvernement qui continue sous le contrôle de Moscou, à servir l'impérialisme, à la condition que cette trahison permanente soit placée sous le contrôle des masses. »

La motion Pivert :

« Nous revendiquons le droit de faire des phrases sur la révolution socialiste. Il est clair que cela n'est pas dangereuv, puisque en même temps, nous n'avons jamais cessé de soutenir Blum et souhaitons de pouvoir continuer. »

Quelle doit être l'attitude d'un militant qui veut être véritablement révolutionnaire ? Rien de commun avec la capitualation, et ses couvertures. Démasquer les phrases de dernière heure qui ont pour but de duper les ouvriers.

Qu'on se souvienne ! Les « trotskystes » n'avaient-ils pas prévu par avance tout ce qui est arrivé. N'ont-ils pas fait tous leurs efforts, malgré la pire répression et les pires calomnies pour empêcher la trahison et pour pratiquer une politique révolutionnaire de masses ?

Chaque militant socialiste honnête, s'en souvient maintenant. C'est pourquoi, il rejettera les laquais du régime et leurs sous-laquais, et il rejoindra le P.O.I.

La Boîte à Ordures

Occupons-nous une dernière fois du personnage démasqué dans notre précédent numéro, par un camarade du Sud-Ouest. C'est dans le Sud-Est, à Nice, que vint échouer l'aventurier Thurotte, ex-conseiller municipal S. F. I. O. de St-Quentin, ex-agent stalinien dans le mouvement Amsterdam-Pleyel, maintenant rallié au renégat Doriot (celui qui à Pleyel représenta le P.C. et avec Beaugrand ordonna le matraquage des délégués trotskystes!).

Après plusieurs exclusions réintégré (par quelles combines?) dans la S.F.I.O., dans cette région si faible en militants, il devint vite secrétaire-adjoint de la Fédération socialiste des A.-M.; son activité est débordante et son verbiage, très gauche, est un habile barrage contre les travailleurs socialistes s'orientant vers des positions révolutionnaires; grâce à lui et à quelques autres "gôches", les B.L. des A.M. n'ont pas de mandat pour le C.N. S.F.I.O. de Mulhouse.

Un dernier fait qui a son importance : après avoir « dirigé les grèves de Juin 36 dans la région » comme il a eu le culot de l'affirmer à St-Denis, il disparaît de Nice dans des conditions qu'il oublie de préciser : en même temps que lui disparaît la caisse du Syndicat des employés de commerce de Nice !

Les désagrégateurs de l'avant-garde

Que signifie l'activité de M. Molinier ?

M. Molinier redouble ces jours-ci d'activité contre la IVe Internationale.

Pour mieux remplir son rôle et entrer en sympathie auprès des ouvriers avancés, qui ont à juste titre la hantise du stalinisme, il nous dénonce, bien entendu, comme « stalinistes » (sic).

Il se saisit de cas d'éléments indignes qui ont été, pour leur indignité même, chassés de nos rangs. Ces cas signifient que dans l'avant-garde se glissent parfois des éléments qui sont imprégnés de la pourriture staliniste. Ces éléments, nous les avons chassés, tout comme nous avons chassé M. Molinier, et tout comme nous chasserons ceux qui les imiteraient. Chaque manœuvre de Molinier et par conséquent celle qui consiste à nous accuser de stalinisme est à bas d'escroquerie.

En réalité les faits — et non le bluff théâtral — montrent que les tares du stalinisme se trouvent chez M. Molinier, et que c'est pour cette raison que nous l'avons chassé de nos rangs.

En effet, une des tares essentielles du stalinisme consiste dans la pourriture et dans la corruption. Or, c'est pour son chantage capitaliste et pour sa pression financière sur l'organisation prolétarienne que Molinier a été exclus des rangs de l'avant-garde, après décisions antérieures publiées dans « La Lutte », des commissions responsables, et par attendus motivés de la conférence de la IVe Internationale et du congrès du P. O. I., après une discussion démocratique qui a duré plusieurs semaines.

Aujourd'hui, il arrive une nouvelle aventure à Molinier, qui confirme combien fut juste la décision prise à son égard.

En effet, Molinier lui-même informe dans une circulaire de « son parti » (du parti qu'il a créé artificiellement pour combattre la IVe Internationale) que son entreprise financière, l'Institut Français de Recouvrement, est en faillite et en difficultés avec la justice bourgeoise pour escroqueries.

Or, Molinier a été exclus, entre autres faits, précisément parce qu'il voulait que notre organisation prolétarienne endosse en fait la responsabilité de son entreprise financière, parce qu'il voulait amalgamer son activité politique et ses affaires douteuses, parce que mis en demeure de cesser ses affaires, il a répondu par uns mise en scène théâtrale, en prenant un homme de paille, comme font les escrocs pour tromper les juges bourgeois. Il a été exclu parce qu'il ne cessait d'exercer un chantage intolérable avec ses moyens financiers.

Le P. O. I. a refusé d'endosser la responsabilité politique et morale des escroqueries de M. Molinier, et a décidé d'en finir avec le chantage.

Voilà une des principales raisons pour lesquelles le P.O.I. et le camarade de Trotskty sont taxés de stalinisme par cet aventurier qui a toutes les tares du stalinisme.

M. Molinier ment dans sa circulaire, quand il déclare que l'I. F. R. était dirigé par un sympathisant. L'I. F. R. était dirigé par un membre de son parti, Ségal, qui n'était d'ailleurs que l'homme de paille de Molinier.

Actuellement, Molinier manœuvre pour couvrir à nouveau ses affaires, sous le couvert de la politique. Il veut coûte que coûte couvrir les escroqueries, par un procès politique et c'est pourquoi il a pris la gérance de « La Commune ».

Dans le même temps, il redouble sa campagne contre les trotskystes, dans le but de démontrer que son activité peut avoir quelque utilité pour désagréger les rangs de la IVe Internationale, dont le spectre hante la bourgeoisie, le réformisme, le stalinisme.

Il est faux que notre dénonciation de Molinier facilite l'œuvre de la police. Ainsi que le déclarait Mêche, dirigeant du P. C. I., à un camarade (le camarade Meurisse, qui avait été membre du comité de lancement de « La Commune », et qui nous avait adressé une lettre à ce sujet) la police est parfaitement renseignée sur l'activité de Molinier. Beaucoup mieux renseignée que nous.

Molinier proclamait, il y a quelque temps, à qui voulait l'entendre, que pour lui Trotsky avait raison sur le terrain politique, mais Staline, en revanche, avait raison sur les méthodes d'organisation.

L'organisation de la IVe Internationale, en excluant Molinier, a tenu à mettre un terme aux méthodes combinées de la crapulerie et du stalinisme, qu'il s'efforçait de couvrir par la politique trotskyste.

Le gérant : AIACHE.

Imprimerie CERBONNET
27, rue de la Folie-Regnault, Par